

Normes et discrimination à l'école

L'école comme espace de production de normes

Pour comprendre la discrimination à l'école, il faut rompre avec cette tendance à la considérer comme un monde protégé, idéalisé, presque en dehors du monde social : elle est comme toute institution un espace de travail (avec ses relations de travail, ses liens de subordination..) et un espace de production de normes (morale, légales...). C'est en partant de ce constat qu'on peut tenter de comprendre où la discrimination s'enracine dans le fonctionnement de l'école.

Caractère micro-interactionnel de la discrimination à l'école

Les discriminations à l'école sont souvent invisibles : elles existent dans les espaces clos qui constituent l'école : la classe, le CIO, la cour..., dans des interactions mettant en scène les élèves, les parents, le professeur, le conseiller d'orientation... Par exemple, un enseignant qui conditionne la délivrance d'un dossier d'orientation au fait qu'une case pour l'orientation en lycée professionnel soit d'emblée cochée.

Dans ces interactions se jouent des relations de pouvoir, de pression qui peuvent intégrer des logiques discriminatoires et qui se jouent en dehors des circuits formels de sélection de l'école "On peut dérouter d'une simple parole les parents (...) alors qu'on n'a pas à préjuger de la décision future de la commission." (Principal de collège)

Contradiction de normes dans le placement en stage :

Le placement en stage est pris en tension entre plusieurs logiques qui coexistent :

- la logique de placement dans un contexte où l'alternance est valorisée et qui fait une place importante aux stages à l'intérieur de la formation dispensée dans les lycées professionnels : beaucoup d'heures de stages dans les formations signifie qu'il faut trouver beaucoup de lieux de stage ;
- la logique du classement scolaire qui est intégrée par l'entreprise et qui interfère dans le placement en stage : "je veux un bon" (mais sur quels critères ?)
- la logique du référentiel de formation professionnelle qui exige une adéquation du contenu du stage avec les compétences évaluées pour le diplôme ;
- la logique éducative qui doit être garantie par l'enseignant et le tuteur pour favoriser les apprentissages, en tenant compte des compétences de l'élève.

Le conflit entre ces différentes normes est délicat à gérer et c'est souvent la logique de placement qui l'emporte, et qui justifie de fermer les yeux sur les pratiques discriminatoires : on ne veut pas perdre un lieu de stage, on a une relation privilégiée avec une entreprise. Dans un tel contexte, ce n'est plus la loi qui fait l'arbitrage et l'exigence d'insertion l'emporte sur l'exigence de formation.

